

Dissolution de l'association dite « Equipes et cadres de la France nouvelle ».

La sous-secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu l'ordonnance du 9 août 1941 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu l'article 3 de l'ordonnance du 2 octobre 1933 portant statut provisoire des groupements sportifs et de jeunesse modifiée par l'ordonnance du 27 mai 1941,

Arrête:

Art. 1^{er}. — L'association dite « Equipes et cadres de la France nouvelle » est dissoute.

Art. 2. — M. Bouchez est nommé liquidateur.

Art. 3. — Un arrêté ultérieur fixera les conditions de dévolution des biens de l'association.

Art. 4. — Le directeur des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 10 septembre 1946.

ANDRÉE VIÉNOT.

Attribution du titre de docteur « honoris causa » de l'université de Lyon.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 26 juin 1918 relatif au titre de docteur *honoris causa*;

Vu les délibérations du conseil de l'université de Lyon en date du 17 juillet 1946,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Est approuvée la délibération susvisée du conseil de l'université de Lyon conférant le titre de docteur *honoris causa* à:

M. Bernard A. Houssay, professeur de physiologie à l'université de Buenos-Ayres,

M. Miguel Osorio de Almeida, professeur de physiologie à l'université de Rio de Janeiro.

Art. 2. — Le recteur de l'académie de Lyon est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 septembre 1946.

M. E. NAEGLIN.

Création de cours professionnels obligatoires.

Par arrêté en date du 12 septembre 1946, la création de cours professionnels obligatoires est reconnue nécessaire dans la commune de Cagnac-les-Mines (Tarn).

Dérogation aux dispositions de la loi du 15 février 1943 relative aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires.

Le ministre des finances, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 16-195 du 15 février 1946 relative aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires;

Vu la loi n° 46-864 du 27 avril 1946 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 et notamment l'article 61 complétant les dispositions de l'article 3 de la loi du 45 février 1946 susvisée,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions de la loi du 15 février 1946 susvisée, le ministre de l'éducation nationale est autorisé à pourvoir, par recrutement direct, 200 postes de professeurs et moniteurs d'éducation phy-

sique délégués, nécessaires au service de l'enseignement de l'éducation physique dans la mesure où le centre d'orientation et de réemploi des fonctionnaires et agents des services publics ne pourra pas présenter de candidats à ces postes.

Art. 2. — Toutefois, et en vue de sauvegarder les droits des agents licenciés des services publics par suite des mesures de compressions budgétaires, il ne pourra être procédé à des nominations directes dans les conditions de l'article 1^{er} ci-dessus que pour chaque cas, après avis de la section locale du centre d'orientation et de réemploi.

Art. 3. — Le directeur du budget du ministère des finances, le chef du personnel de la direction générale de l'éducation physique et des sports du ministère de l'éducation nationale et le directeur du centre d'orientation et de réemploi du ministère du travail et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 15 septembre 1946.

Le ministre de l'éducation nationale,

M. L. NAEGLIN.

Le ministre des finances,

Pour le ministre et par délégation:

Le chef du cabinet,

ADRIEN POHER.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Pour le ministre et par délégation:

Le chef du cabinet,

ROGER LUTHE.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Budget primitif de la maison maternelle nationale.

Par arrêté en date du 19 septembre 1946, le budget primitif de la maison maternelle nationale pour l'exercice 1946 est fixé en recettes et en dépenses à 51.912.100 F.

Commission chargée d'émettre un avis sur les demandes de subventions présentées au titre de l'enfance inadaptée, déficiente ou en danger moral.

Le ministre de la santé publique,

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Il est institué une commission chargée d'émettre un avis sur les demandes de subventions présentées au titre de l'enfance inadaptée, déficiente ou en danger moral.

Art. 2. — La commission précitée comprend:

Le directeur général de la santé au ministère de la santé publique, président.

Le président du comité des inspecteurs généraux de la santé.

Le sous-directeur de l'enfance.

M. le docteur Le Guillant, conseiller technique au ministère de la santé publique.

M. le docteur Bonnat, conseiller technique au ministère de la santé publique.

Un représentant du ministère de la population.

Un représentant du ministère de la justice.

Un représentant du ministère de l'éducation nationale.

Le chef du bureau d'assistance à l'enfance au ministère de la santé publique.

M. Le Rohic, secrétaire de l'association des ex-pupilles de l'Etat.

Art. 3. — Le secrétariat à la commission est assuré par le chef du bureau de l'enfance déficiente du ministère de la santé publique.

Art. 4. — Toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 5. — Le directeur général de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 21 septembre 1946.

RENÉ ARTAUD.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Décret n° 46-2030 du 25 septembre 1946 portant application des dispositions de la loi du 3 août 1946 aux agents auxiliaires de la navigation: Intérieure, des ports maritimes de commerce, des phares et balises et aux surveillants de port.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des travaux publics et des transports,

Vu la loi du 3 août 1946 portant amélioration de la situation des personnels en activité et en retraite de l'Etat,

Décète:

Art. 1^{er}. — A dater du 1^{er} juillet 1946, il est alloué aux agents auxiliaires de la navigation intérieure, des ports maritimes de commerce et des phares et balises, ainsi qu'aux surveillants de ports, une indemnité égale à 60 p. 100 de leur salaire.

Les modalités d'application des dispositions ci-dessus seront fixées, en tant que de besoin, par circulaire ministérielle.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics et des transports et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 septembre 1946.

GEORGES BIDAUT.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République:

Le ministre des travaux publics et des transports,

JULES MOCH.

Le ministre des finances,

SCHUMAN.

Décret n° 46-2081 du 25 septembre 1946 relatif aux conditions dans lesquelles les officiers de port peuvent être détachés auprès du gouvernement général de l'Algérie.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et des transports et du ministre des finances,

Vu la loi du 30 décembre 1943 sur les pensions civiles, et notamment les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 33;

Vu l'article 1^{er} du décret du 18 août 1897 portant organisation du service des travaux publics en Algérie;

Vu le décret du 11 juin 1922 complété par le décret du 7 février 1939,